



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

“ SAUVETAGE ” DE LA GRÈCE : UN NOUVEAU “ JACKPOT ” POUR LES BANQUES ! TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS D’EUROPE, SAUVONS-NOUS NOUS-MÊME

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 15 MARS 2012

Depuis vendredi dernier, tous les médias nous racontent en boucle un joli conte de fées sur « l'effacement d'une partie de la dette grecque ». Les banques auraient fait des « sacrifices », « sauvé » la Grèce de la faillite et mis ainsi fin à la crise de la dette dans la zone euro. Mais en fait, c'est l'arnaque du siècle ! Les 107 milliards effacés... vont en fait rapporter encore plus d'argent aux banques grecques et européennes (principalement françaises et allemandes) !

Nouveau sauvetage pour les banques et...

Plus de 85% des créanciers privés (banques, assurances, fonds de pension...) ont accepté d'échanger leurs anciennes créances contre de nouvelles, dévaluées de moitié. L'effort semble conséquent, mais il n'est qu'apparent ! Car les créanciers privés troquent des titres qui n'avaient plus aucune valeur pour des titres bien plus sûrs, puisqu'ils vont être garantis par le Fonds européen de stabilité financière et les Etats européens. Cette « restructuration » de la dette grecque est en fait un nouveau transfert du privé vers le public. Dès l'échange, les créanciers vont recevoir une somme d'argent frais correspondant à 15% de leurs avoirs : du cash à la place de titres pourris ! Et cerise sur le gâteau, ces titres seront émis sous la loi britannique, afin d'éviter à tout futur gouvernement grec d'annuler cette dette !

...nouvelle augmentation de la dette grecque !

Cette « restructuration » était l'une des conditions mises par les grandes puissances européennes et le FMI pour accorder un nouveau prêt à Athènes ! D'un côté, on « efface » 107 milliards et de l'autre, on recrée 130 milliards de dette... dont 94 vont être redonnés directement au monde de la finance, soit sous forme de paiement des intérêts des prêts passés, soit sous forme d'aide directe aux banques grecques. Ce prêt supplémentaire va s'inscrire à son tour sur le grand livre de la

dette publique grecque : les banquiers vont passer deux fois à la caisse.

Nouvelle facture pour la population de la Grèce

En moins de quinze jours, un énième plan d'austérité a été voté en urgence au Parlement grec sous le chantage des institutions financières européennes, dont Merkel et Sarkozy sont les porte-flingues. Réduction de 20% du salaire minimum, baisse des pensions, 50 milliards de privatisations, levée de nouveaux impôts, c'est autant d'attaques renouvelées contre le niveau de vie d'une population déjà exsangue. L'Etat grec va être mis sous le contrôle direct du FMI, de la BCE et de l'Union européenne et gare à tout manquement aux engagements donnés.

En Grèce et partout en Europe: annulation de toute la dette !

Les capitalistes et les gouvernements qui les servent sont en train de plonger l'ensemble de la population européenne dans la pauvreté au nom du paiement de la dette. Aujourd'hui, ce sont les classes populaires en Grèce qui sont en première ligne. Elles ont pourtant, depuis le début de la crise, montré une grande combativité, avec des grèves générales à répétition et des manifestations monstres, souvent radicales. Leur combat est finalement le nôtre car ce sont les mêmes banques, les BNP-Paribas, les Société Générale notamment, qui s'enrichissent sur le dos de tous les travailleurs d'Europe. Nous devons leur ôter définitivement tout pouvoir de nuisance. Il devient vital de les exproprier, sans indemnité ni rachat et de mettre en place un monopole bancaire public. L'annulation de la dette sera l'une des revendications majeures portées par Philippe Poutou, candidat du NPA, à l'élection présidentielle. Une revendication que nos luttes futures, à l'échelle du continent européen, devront imposer.

Un an après Fukushima : tirer les leçons des catastrophes

Après Tchernobyl (1986) et Fukushima (2011) des pays comme l'Allemagne ont décidé une sortie progressive du nucléaire. Pourquoi pas en France ? Avec le nucléaire, pour cause d'erreur humaine, de tremblement de terre, d'accident d'avion, d'attentat ou de guerre..., il n'y a pas de risque zéro. Et en cas d'accident, les conséquences sont désastreuses pour les populations et les zones contaminées pour des générations, sans compter les déchets radioactifs ingérables. Et contrairement à ce qu'on nous serine, sortir du nucléaire ne signifie pas soit retour à la bougie soit recours massif aux combustibles fossiles (charbon...), réchauffement climatique à la clé. A condition d'opérer une véritable révolution énergétique, impossible sans d'abord mettre en place un grand service public de l'énergie.

Alors, au lieu d'engloutir des milliards dans de nouveaux réacteurs EPR, on pourrait financer un grand plan de réduction de consommation d'électricité : isolation des constructions neuves et anciennes, économies sur l'éclairage (notamment vitrines, pub...), modes de chauffage non électrique...et le développement des énergies renouvelables. Et dans le même temps, réduire au maximum le transport des marchandises par camion – une des sources principales d'émission de CO2 et d'effet de serre. Ce qui supposerait de s'attaquer aux stratégies patronales d'implantation de sites et de commercialisation qui engendrent ces transports. Bref, pas de sortie du nucléaire sans programme anticapitaliste.

Le 21 mars, chez Renault, tous ensemble au siège social à Billancourt

D'un côté, des milliards de bénéfices en 2011, les dividendes versés aux actionnaires accrus de 286%, les dix plus hauts cadres augmentés de 57% entre 2009 et 2011 et de l'autre, des travailleurs mis en demeure d'admettre qu'en 2012, leur salaire puisse « dévisser » par rapport à la hausse du coût de la vie. C'est intolérable. Voilà ce qui motive la colère qui s'est exprimée massivement dans les débrayage à répétition, ces dernières semaines, sur de nombreux sites Renault.

Mais il est évident qu'on ne gagnera pas l'épreuve de force engagée, site par site. Pour continuer à aller de l'avant, prouver à la direction qu'elle ne pourra pas nous administrer son traitement de choc,

il est indispensable de renforcer et de rendre visible un rapport de force national face à la Direction générale. C'est pourquoi le 21 mars, il faut réussir la montée nationale de tous les Renault au siège social, à Billancourt, afin d'imposer la réouverture des négociations, pour un autre partage des richesses que nous créons. Augmenter les 36 000 salariés Renault de 300 € nets par mois reviendrait à 250 millions par an, cotisations sociales incluses. Soit moins que les 340 millions qui seront versés prochainement aux actionnaires.

CAC 40 : gros bénéficiaires et petits impôts

Malgré la crise, les 40 entreprises dominantes de l'hexagone ont engrangé près de 74 milliards de bénéfices en 2011. Mais l'Etat français qui fait payer au moins 30% d'impôts aux très petites entreprises et aux PME, fait preuve d'une infinie mansuétude envers ces grands groupes. Mardi dernier sur France 2, Sarkozy a découvert que certains groupes du CAC 40 ne payaient pas d'impôts sur les bénéfices. Ne savait-il donc pas qu'en 2008, 2009 et 2010 TOTAL n'a pas payé un centime d'impôt sur les sociétés ? Ignore-t-il aussi que l'ensemble de ces trusts ne paie pas plus de 10% d'impôt sur les sociétés ? Il est urgent qu'il parte en retraite... pour lire les journaux.

Le FN et les droits des femmes ...

Pour le FN, les femmes c'est à la maison avec les gosses ! La fille à papa veut interdire le remboursement des avortements « de confort ». Quoi après ? Interdire l'avortement lui-même ? Fidèle successeur des partis fascistes qui veulent des femmes obéissantes et soumises aux maris, aux pères, le FN déverse une propagande d'un autre âge, complètement à côté des réalités vécues par les femmes dans leur vie professionnelle et personnelle.

Les femmes ont acquis des droits. Il en reste à conquérir en particulier sur l'égalité salariale (20% à 30% de salaire en moins que les hommes). Que Le Pen sorte de son château de Saint Cloud et de sa cuisine électorale !

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

**POUR NOUS
CONTACTER :**
didier.laforets@free.fr
site national du NPA :
www.npa2009.org

PHILIPPE POUTOU

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste

